

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 octobre 2025
(Convocation du 30 septembre 2025)

Aujourd'hui, le 08 octobre 2025 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle communale de Barcelonne-du-Gers, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	27
• Voix	172
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	14
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	28
• Voix	186
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Patricia Beaumont, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Philippe Brethes, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Marc Mabillet, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : Paul Carrère



OBJET : Gouvernance - Ressource en eau - Validation du projet de territoire de gestion de l'eau Adour amont par la structure porteuse

Exposé des motifs :

Le projet de territoire de gestion de l'eau (PTGE) Adour amont, porté par l'EPTB Institution Adour, a été lancé à la fin de l'année 2018 pour répondre aux déséquilibres quantitatifs observés sur le territoire et adapter les besoins des usagers à la ressource en eau disponible. Cette démarche globale et concertée a mobilisé environ 70 structures représentant l'ensemble des usagers de l'eau, incluant les gestionnaires de l'environnement, les collectivités, les acteurs agricoles et industriels ainsi que les professionnels du tourisme. Le grand public a également été consulté à travers des dispositifs ouverts. L'objectif de cette démarche est de garantir une gestion durable de la ressource en eau tout en engageant l'ensemble des acteurs concernés dans une logique de co-construction de solutions adaptées au territoire.

La construction du PTGE s'est déroulée en plusieurs phases. Le diagnostic, mené entre 2018 et 2022, a permis d'identifier les enjeux et de quantifier les déséquilibres. La phase d'élaboration du programme d'actions s'est ensuite déroulée entre 2022 et 2024/2025, dans un mode de co-construction avec l'ensemble des usagers de l'eau du territoire.

Le programme d'actions élaboré comprend 45 actions réparties sur six volets thématiques : eau potable, agriculture, solutions fondées sur la nature, gestion de la ressource, renforcement de la ressource, ainsi que gouvernance et suivi. Il a été adopté favorablement à la majorité par les acteurs du territoire présents lors de l'Assemblée Générale du 26 mai 2025.

Synthèse du programme d'actions du PTGE Adour amont

Trajectoire de 12.5 à 16.5 Mm³ de réduction du déséquilibre quantitatif en eau

EAU POTABLE	Réduire les besoins de prélèvements en eau potable par la gestion du patrimoine et la diffusion d'une culture du risque de sécheresse	0.15 Mm³
AGRICULTURE	Optimiser l'irrigation et accompagner les exploitations vers la transition agroécologique	5.2 Mm³
SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE	Préserver et renforcer l'hydrologie naturelle du bassin par la fonctionnalité des milieux humides et aquatiques	Non quantifiable
GESTION DE LA RESSOURCE	Optimiser le fonctionnement du réseau hydrographique pour réduire les besoins de réalimentation à l'étiage	1.1 Mm³
RENFORCEMENT DE LA RESSOURCE	Diminuer la tension sur la ressource en période d'étiage, par des actions d'anticipation, de ré-usages de l'eau et de mobilisation de ressources complémentaires	6 à 10 Mm³
GOVERNANCE ET SUIVI	Assurer le suivi global, l'animation et l'évaluation du Projet de Territoire Adour amont	Non quantifiable
ACTIONS SOUHAITABLES NON RÉALISABLES À CE STADE	Actions à prendre en compte lors des phases d'ajustements du programme d'actions	Non quantifiable

Dans le cadre de la phase de validation du PTGE et conformément aux dispositions de l'additif à l'instruction du 17 janvier 2023, il appartient à la structure porteuse, l'EPTB Institution Adour, d'adopter le PTGE. Cette adoption formalise le rôle de l'établissement et matérialise la prise en

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



charge de ses missions sur le périmètre concerné, conformément aux responsabilités qui lui sont dévolues par l'instruction. Elle s'inscrit dans le calendrier général de la démarche redéfini avec un rôle affirmé des préfets (cf. annexe 1 ci-dessous), et intervient suite à l'avis de la commission planification du 25 septembre 2025 et juste avant l'examen en Comité de bassin le 9 octobre 2025 et l'avis de l'État sur la suffisance du programme d'actions prévu.

Sur la base de l'additif, il est également nécessaire d'obtenir les engagements des partenaires mobilisés lors de la co-construction du programme d'actions. Dans ce cadre, une lettre d'engagement a été envoyée à chaque structure afin de formaliser, sous signature, leur participation aux actions pour lesquelles elles assurent un rôle de maîtrise d'ouvrage et/ou de partenaire. L'EPTB Institution Adour a déjà formalisé ses engagements par signature de la lettre le 28 août 2025.

Annexe 1 : Rôle des préfets dans les étapes-clés de la démarche PTGE

Étapes	Rôle des préfets
Engagement de la collectivité dans la démarche	
	Le préfet référent veille à la pertinence du périmètre
Feuille de route du processus (calendrier, gouvernance...)	
	Le préfet référent valide la feuille de route
	Porter à connaissance initial du préfet référent
Production de l'état des lieux et du diagnostic	
	Le préfet coordonnateur de bassin, ou le préfet référent par délégation, valide comme suffisante la phase de diagnostic.
Proposition du programme d'actions	
	Le préfet coordonnateur de bassin, ou le préfet référent par délégation, donne l'avis de l'État sur la suffisance du programme d'actions.
Adoption du PTGE par la structure porteuse et engagement des partenaires mobilisés	
	Approbation du PTGE par le préfet coordonnateur de bassin

(Source : Légifrance ; Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=45398>)

Vu l'instruction du 17 janvier 2023 portant additif à l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019 relative au projet de territoire pour la gestion de l'eau, il est rappelé que la structure porteuse du PTGE est tenue d'adopter le PTGE,

Considérant que l'EPTB Institution Adour, en tant que structure porteuse et animatrice du PTGE d'une part, et gestionnaire de la ressource en eau d'autre part, participe depuis 2018 à toutes les étapes de la démarche du PTGE Adour amont, conformément à son cadre réglementaire,

Considérant que l'EPTB Institution Adour a déjà engagé les études et les actions nécessaires pour passer à la phase de mise en œuvre du PTGE, afin de répondre aux enjeux de déséquilibre



quantitatif du territoire, et que l'outil PTGE demeure évolutif, permettant d'adapter les actions aux besoins futurs,

Considérant la lettre d'engagement signée par le président de l'EPTB Institution Adour, attestant de la participation de l'établissement aux actions pour lesquelles il assure un rôle de maître d'ouvrage et/ou de partenaire,

Considérant les échanges et remarques émises lors de la présentation du dossier en Commission Planification du 25 septembre 2025,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

d'émettre un avis favorable à la demande d'adoption du PTGE par la structure porteuse (ETPB Institution Adour) conformément à l'additif à l'instruction,

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 octobre 2025 à Barcelonne-du-Gers,

Le Président,
Paul CARRÈRE



Présentation synthétique du PTGE Adour amont

Le PTGE, un outil de gestion quantitative de l'eau

1. Définition et principes

À la suite des Assises de l'eau de 2019, l'État a fixé comme objectif la mise en œuvre d'au moins cinquante Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) d'ici 2022 et cent d'ici 2027.

Un PTGE est une démarche collective et intégrée de gestion de l'eau, menée à l'échelle d'un bassin cohérent d'un point de vue hydrologique ou hydrogéologique. Ses objectifs sont multiples :

- concilier durablement besoins en eau et ressources disponibles
- préserver les écosystèmes aquatiques
- anticiper et s'adapter aux effets du changement climatique
- intégrer les dimensions sociales, économiques et environnementales du territoire

Cette démarche repose sur la concertation de l'ensemble des acteurs concernés, qu'il s'agisse de l'alimentation en eau potable, de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie, de la pêche ou des loisirs. Elle se concrétise par un programme d'actions partagé, formalisé par un contrat. Le PTGE prend également en compte la qualité de l'eau, en luttant contre les pollutions diffuses et ponctuelles, et veille à maintenir une solidarité entre amont et aval dans la gestion des usages.

2. Cadre réglementaire

Le cadre juridique des PTGE s'est construit progressivement. La conférence environnementale de 2013 a posé un principe fondateur : le financement des retenues devait être conditionné à leur inscription dans un projet de territoire. Ce jalon a été complété par plusieurs textes successifs :

- l'instruction du 4 juin 2015, qui a posé les bases de la notion de projet de territoire,
- l'instruction du 7 mai 2019, qui a précisé les modalités propres aux PTGE,
- l'additif du 17 janvier 2023, qui a renforcé l'outil dans le prolongement du Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique (2021-2022).

De plus, la logique d'un PTGE doit rester cohérente avec les grands cadres stratégiques existants, notamment les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Enfin, l'organisation concrète d'un projet de territoire (calendrier, périmètre de l'étude et modalités de concertation) se définit par le porteur du PTGE et le comité de pilotage. Le projet s'adapte au contexte local tout en respectant la réglementation générale, notamment le Code de l'environnement et ses modifications introduites par les décrets 2021-795 du 23 juin 2021 et 2022-1078 du 29 juillet 2022, ainsi que la planification nationale et locale du domaine de l'eau.



L'émergence du PTGE Adour amont

Lors de l'état des lieux du SAGE Adour amont, le sous-bassin de l'Adour situé en amont d'Aire-sur-l'Adour est apparu en **déséquilibre quantitatif**, avec des ressources existantes insuffisantes pour satisfaire à la fois les besoins du milieu et les usages actuels.

Pour répondre à ce déficit, la commission locale de l'eau a identifié trois axes d'action dans le SAGE : la réalisation d'économies d'eau, une meilleure gestion des ressources existantes et, si nécessaire, la création de nouvelles ressources.

Dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du volet quantitatif du SAGE Adour amont, l'Institution Adour s'est engagée dans une démarche de **projet de territoire**. Cette approche permet d'aborder de manière concertée les enjeux quantitatifs sur l'ensemble du bassin versant, conformément à une lettre de mission transmise par l'État.

Le PTGE Adour amont a été élaboré entre 2018 et 2024. Il repose sur une **co-construction** entre les différents acteurs de l'eau du territoire et a été enrichi par deux consultations auprès des habitants. Le dialogue territorial a été alimenté par des études techniques, économiques et sociales, permettant de produire un diagnostic précis du territoire et de définir un programme d'actions visant à réduire le déséquilibre quantitatif et à anticiper les impacts du changement climatique à l'horizon 2050. L'ensemble de la démarche a été suivi par un garant nommé par la Commission Nationale du Débat Public.

Le déséquilibre quantitatif actuel a été évalué à **environ 14 Mm³** en année quinquennale sèche, dont **10,5 Mm³** liés aux besoins de dilution des rejets d'assainissement. À l'horizon 2050, sans évolution des usages et en tenant compte du changement climatique, le déséquilibre atteindrait **36,1 Mm³**, dont **14,3 Mm³** pour la dilution. Les mesures prévues pour répondre aux enjeux de dilution permettent de retenir un **déséquilibre futur d'environ 20 Mm³** sur le territoire.

1. Présentation du territoire du PTGE Adour amont

Le territoire du PTGE Adour amont est découpé en **trois sous-territoires**, afin de mieux prendre en compte les problématiques locales lors de la phase de concertation et du diagnostic. Il couvre une superficie de **1 550 km²** et s'étend sur trois départements : les Hautes-Pyrénées, le Gers et les Pyrénées-Atlantiques. Le diagnostic a identifié **quatre principaux enjeux** : préserver la richesse du territoire, concilier les usages de l'eau et développer leurs synergies, maintenir une valorisation économique de l'eau et assurer la résilience du territoire vis-à-vis de la ressource en eau.

Le bassin présente une diversité de milieux qui se reflète sur la carte : la **zone de montagne** au sud, caractérisée par des activités d'élevage et des prairies, la **plaine et les coteaux** au centre, et le **secteur urbanisé** autour de Tarbes, qui concentre 50 % de la population du bassin. Le territoire compte **196 communes** et **158 500 habitants** recensés en 2015. Il est parcouru par **1 800 km de rivières** et **600 km de canaux**.

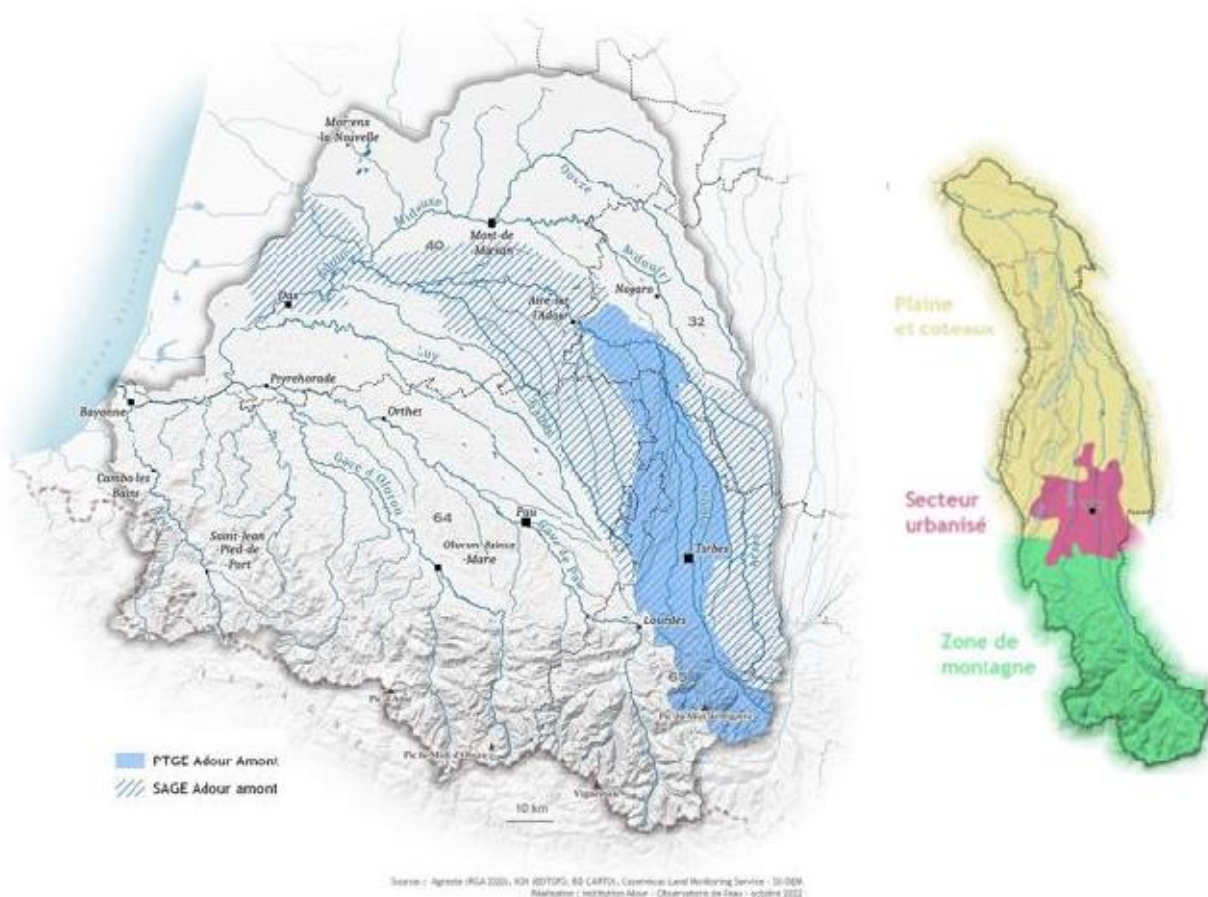
Les usages de la ressource en eau sont multiples et variés. Chaque année, **11,5 Mm³** sont prélevés pour l'alimentation en eau potable, et **45 Mm³** pour l'irrigation agricole. Le débit minimum à respecter à l'exutoire du bassin est de **4,5 m³/s**. Le bassin comprend **43 stations d'épuration** dont les rejets sont intégrés au réseau hydrographique, ainsi que des activités économiques comme la **production hydroélectrique**, l'extraction de granulats et l'aquaculture (truites et esturgeons). Les usages récréatifs sont également nombreux : pêche de loisir, ski, canoë-kayak ou thermalismes.

L'agriculture joue un rôle majeur sur le bassin avec **100 000 hectares de surface agricole utile**, dont **25 000 hectares irrigués**. Près de **40 %** de la surface agricole est destinée à l'élevage, principalement



en zone de montagne, tandis que **45 %** est dédiée aux cultures de printemps comme le maïs, le soja ou le tournesol. Le bassin compte **2 250 exploitations agricoles** recensées en 2020, dont **700 sont irriguantes**.

Cette diversité géographique et d'usages met en évidence la nécessité d'une approche intégrée de la gestion de l'eau, conciliant **protection de la ressource, développement économique et préservation des écosystèmes**, principes au cœur du PTGE Adour amont.



2. Calendrier et étapes du PTGE Adour Amont

Le PTGE Adour Amont s'est construit selon trois phases, une phase préparatoire, une phase d'élaboration, s'étendant de 2015 à 2025 et la troisième qui est à venir impliquant la phase de mise en œuvre des actions. Chaque étape a été marquée par des actions de concertation, des études techniques et des validations successives impliquant les acteurs locaux, les services de l'État et les collectivités territoriales.

Phase d'émergence : Cette première phase visait à poser les bases du PTGE et à identifier les conditions de réussite d'un projet co-construit. Dès 2015, l'État a mené une pré-concertation avec trois rencontres d'acteurs locaux et un audit patrimonial confié à API¹. Ces actions ont permis de connaître les attentes des acteurs et de préparer la structuration du projet. La proposition de portage du PTGE par l'Institution Adour a été reconnue légitime par les acteurs dès cette étape.

En 2017, le portage du PTGE Adour amont a été confirmé par ses délibérations internes et validé par la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Adour Amont, qui a confié le pilotage du projet à l'Institution Adour. La même année, une « feuille de route » ou lettre de mission a été rédigée entre l'État et l'ETPB, définissant le calendrier, le périmètre, le schéma de concertation et de gouvernance, basée sur les conclusions de l'audit patrimonial.

La phase préalable s'est terminée en 2018 avec la désignation de la préfecture référente des Hautes-Pyrénées et la validation de la feuille de route par cette préfecture. La Commission Nationale du Débat Public a également désigné un garant pour accompagner la démarche.

Phase d'élaboration : Ensuite, après la validation officielle de la démarche, la phase d'élaboration a été entamée à la construction du diagnostic territorial et du programme d'actions, en parallèle de la concertation et des études techniques. Le lancement officiel du PTGE a eu lieu fin 2018 lors d'une réunion publique. Deux marchés publics ont été ouverts la même année : le premier pour l'appui à la concertation et les études techniques (Lisode et INRAE), le second pour le bilan des besoins en ressource (CACG).

Entre 2018 et 2022/2023, le diagnostic territorial a été progressivement élaboré. Plusieurs études ont été menées pour préciser les enjeux : économie et finances agricoles (INRAE), socio-économie non agricole (MC2 Consultants), compléments CERFRANCE sur les exploitations agricoles, diagnostics agraires supplémentaires et bilan des besoins en ressource (CACG). La distinction entre diagnostic et programme d'actions n'a pas été rigoureuse, les deux phases ayant été partiellement entremêlées, notamment pour permettre d'avancer sur les premières pistes d'actions avant la finalisation du diagnostic.

En 2019, une consultation du grand public a été organisée à travers 10 cafés débats impliquant 50 citoyens, afin de sensibiliser et recueillir les perceptions locales sur les enjeux de l'eau. Le diagnostic territorial a été validé en 2022 par le groupe de concertation, puis par la CLE, et a reçu un avis détaillé des services de l'État. En 2023, le préfet référent a validé le diagnostic, avec des recommandations à intégrer dans le programme d'actions.

Parallèlement, des consultations du public ont été conduites sur les actions envisagées : en 2021 à travers des questionnaires en ligne (plus de 200 participants) et en 2024 via 5 cafés débats supplémentaires (50 participants).

L'élaboration du **programme d'actions 2022-2025** a consisté à définir des axes stratégiques, prioriser les actions et rédiger des fiches opérationnelles pour guider le territoire. La validation s'est déroulée

¹ API (AgroParisTech Innovation) est une structure dédiée à l'innovation et à la recherche appliquée dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. Dans le cadre du PTGE Adour amont, l'État a confié à API la réalisation d'un audit patrimonial. Cet audit avait pour objectif d'analyser les conditions et les moyens d'une meilleure gestion de la qualité du territoire du bassin versant Adour amont, en identifiant les attentes des acteurs locaux et les leviers d'action pertinents pour une démarche de co-construction du projet.



en plusieurs étapes selon la nouvelle formule de vote du PTGE : un pré-positionnement des acteurs en **décembre 2024**, suivi d'un positionnement final en **mai 2025**.

Phase de mise en œuvre : Une fois le programme d'actions validé, la phase de mise en œuvre du PTGE Adour Amont pourra débuter. Cette étape consistera à **contractualiser les actions avec les différents acteurs et partenaires**, à déployer les mesures prévues sur le territoire et à assurer leur suivi opérationnel. Des **bilans annuels** permettront d'évaluer l'avancement des actions, de mesurer l'efficacité des mesures mises en place et d'ajuster le programme si nécessaire. La phase inclura également une **communication régulière auprès des acteurs locaux et du grand public** pour rendre compte des résultats et maintenir la mobilisation collective. Enfin, un **dispositif de suivi basé sur des indicateurs précis** sera mis en place pour garantir la transparence, évaluer les impacts sur la gestion de l'eau et permettre un pilotage adaptatif du projet.



LES GRANDES PHASES DU PTGE



3. L'implication des acteurs dans le PTGE Adour Amont

Le territoire de l'Adour amont rassemble une grande diversité d'acteurs, ayant des besoins variés vis-à-vis de la ressource en eau, qu'ils soient préleveurs ou non. On peut les regrouper en quatre grandes catégories :

- Les gestionnaires de l'environnement et de la rivière
- Les collectivités et acteurs du petit cycle de l'eau
- Les professionnels du monde agricole
- Les autres usages économiques et touristiques

Chacune de ces catégories regroupe des activités variées. Pour garantir une représentation équilibrée et une co-construction efficace du projet de territoire, les acteurs ont été contactés et mobilisés dans les différentes phases du PTGE.



L'implication des acteurs s'est organisée en deux grandes étapes :

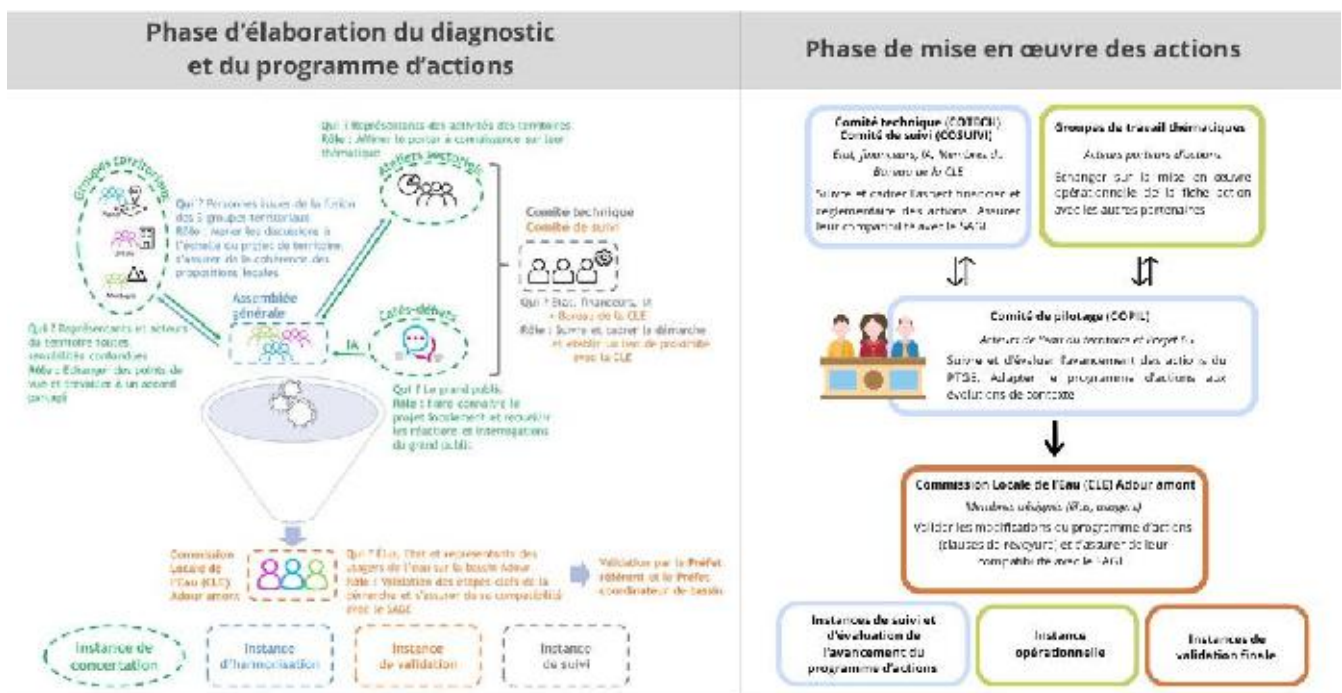
Phase d'élaboration du diagnostic et du programme d'actions :

- Les acteurs ont été mobilisés lors d'**ateliers participatifs**, de type sectoriel (par groupes d'acteurs) ou territorial (par sous-territoires : plaine, urbain, piémont/montagne), afin de prendre en compte les problématiques locales.
- Plusieurs **assemblées générales** ont permis de coordonner les productions des différents sous-territoires et d'assurer la cohérence du projet.

Phase de mise en œuvre :

- L'implication des acteurs évolue avec la mise en place d'un **comité technique** et d'un **comité de suivi**, rassemblant le porteur de projet (Institution Adour), les services de l'État, l'Agence de l'eau Adour-Garonne et les membres du bureau de la CLE. Ces instances permettent de suivre le déroulement global du projet, de prendre des arbitrages et de relayer les informations auprès de leurs réseaux.
- Des **groupes de suivi thématiques** réunissent les acteurs porteurs d'actions pour échanger sur la mise en œuvre opérationnelle des fiches actions et coordonner les interventions entre partenaires.
- Le **comité de pilotage** rassemble l'ensemble des usagers de l'eau, permettant une expression équilibrée de toutes les parties prenantes. Chaque membre représente sa structure et s'engage au nom de celle-ci.
- Enfin, la **Commission Locale de l'Eau (CLE) Adour Amont**, composée de membres désignés (élus et usagers), valide les modifications du programme d'actions, suit les clauses de revoyure et s'assure de la compatibilité du PTGE avec le SAGE.

Ainsi, le dispositif garantit une **participation équilibrée et continue**, favorisant la co-construction, le suivi et l'adaptabilité du PTGE sur le territoire.





4. Synthèse du programme d'actions

Le **programme d'actions du PTGE Adour Amont** constitue le cœur opérationnel du projet et comprend **45 actions concrètes²** organisées autour de cinq volets stratégiques : **eau potable, solutions fondées sur la nature, agriculture, gestion de la ressource et renforcement de la ressource**. Ces actions visent à **restaurer l'équilibre quantitatif du territoire**, à préparer le territoire aux impacts du changement climatique et à accompagner les évolutions des usages de l'eau, traduisant l'engagement collectif des acteurs locaux à assurer une gestion durable et équitable de la ressource.

- **Eau potable** : amélioration des réseaux, réduction des pertes et sécurisation des approvisionnements pour les collectivités et les usages domestiques.
- **Solutions fondées sur la nature (SFN)** : restauration des zones humides, création de corridors écologiques et protection des milieux aquatiques pour renforcer la résilience du territoire face aux sécheresses.
- **Agriculture** : adoption de pratiques économes en eau, irrigation raisonnée et accompagnement des agriculteurs dans l'adaptation aux contraintes hydriques.
- **Gestion de la ressource** : suivi et régulation des prélèvements, amélioration des connaissances et mise en place d'outils de pilotage pour anticiper les déséquilibres.
- **Renforcement de la ressource** : recharge artificielle des nappes, création de retenues et aménagements pour stocker et mobiliser l'eau en période de faible disponibilité.

Le programme inclut également des **actions transversales de suivi, d'évaluation et de communication**, permettant de mesurer l'avancement, d'ajuster les mesures et de rendre compte aux acteurs du territoire et au grand public. Il vise à réduire le déséquilibre quantitatif estimé entre **12,5 et 16,5 Mm³ à l'horizon 2050**, tout en restant cohérent avec les objectifs du **SAGE** et du **SDAGE Adour-Garonne**. Une première révision est prévue vers **2030** afin de compléter ou ajuster les actions si nécessaire.

² L'ensemble des fiches actions du programme est disponible sur le site internet de l'Institution Adour, URL :

https://www.institution-adour.fr/projet-de-territoire-adour-en-amont-aire/documents-de-suivi.html?file=files/adour_files/docs/PT_Adour_amont/PT_Adour_amont_Programme_actions.pdf



Eau potable 6 actions

Réduire les besoins de prélèvements en eau potable par la gestion du patrimoine et la diffusion d'une culture du risque de sécheresse

3 objectifs :

- sensibiliser les acteurs et les consommateurs à une culture de la sécheresse
- équiper les consommateurs avec des kits hydro économes
- mettre en place une nouvelle tarification de l'eau



Solutions fondées sur la nature 5 actions

Préserver et renforcer l'hydrologie naturelle du bassin par la fonctionnalité des milieux humides et aquatiques

4 objectifs :

- améliorer la prise en compte des solutions fondées sur la nature en urbanisme
- améliorer et développer la prise en compte du ralentissement des eaux
- compléter la connaissance des zones humides du bassin adour amont
- maintenir et restaurer des zones et milieux humides fonctionnels



Gouvernance & Suivi 7 actions

Assurer le suivi global, l'animation et l'évaluation du Projet de Territoire Adour amont

2 objectifs :

- assurer le suivi global et l'évaluation du PTGE
- communiquer et sensibiliser sur les actions PTGE



Agriculture 10 actions

Optimiser l'irrigation et accompagner les exploitations vers la transition agroécologique

4 objectifs :

- créer des observatoires agricoles
- concevoir et réaliser des diagnostics agricoles
- accompagner les exploitations vers une efficacité de l'irrigation et l'agroécologie
- rechercher et développer des pratiques adaptées au territoire face au changement climatique



Gestion de la ressource 10 actions

Optimiser le fonctionnement du réseau hydrographique pour réduire les besoins de réalimentation à l'étiage

3 objectifs :

- optimiser le fonctionnement des canaux
- anticiper les besoins d'irrigation pour améliorer la gestion des ouvrages de soutien d'étiage
- renforcer le suivi et l'équipement du réseau hydrographique



Renforcement de la ressource 7 actions

Diminuer la tension sur la ressource en période d'étiage, par des actions d'anticipation, de ré-usages de l'eau et de mobilisation de ressources complémentaires

4 objectifs :

- mobiliser les gravières existantes pour contribuer au soutien d'étiage
- développer des projets de ré-usages de l'eau
- optimiser le stockage de l'eau des réservoirs individuels existants
- réalimenter les cours d'eau par des ouvrages multi-usages

6 volets
-
45 actions